



UNION RÉGIONALE
DES SYNDICATS
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

URSEN - C.G.T.

27, rue du Petit Bout
60690 HAUTE ÉPINE

Tél. / Fax : 03 44 13 06 93

ursencgtpicardie@aol.com

<http://ursencgtpicardie.free.fr>

SYNDICATS
DÉPARTEMENTAUX
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

SDEN - C.G.T.

AISNE

José GASPARD

20, rue Jean Jaurès
02880 CROUY

Tél. : 03 23 72 96 78

sdencgt02@free.fr

OISE

Benoît DROUART

Ferme de la forêt
02300 UGNY le GAY

Tél. : 03 23 56 45 75

sdencgt60@free.fr
bdrouart@yahoo.com

SOMME

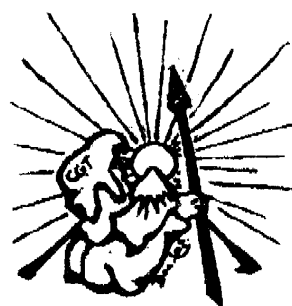
Joël PEUVOT

378 Rue de Cagny
80090 AMIENS

Tél. : 06 07 30 35 39

sden@cgt80.fr

LE PIC'HARDI ÉDUC' ACTION



Journal régional de l'URSEN-CGT Picardie

Numéro 24 – juin 2011

Édito

La crise globale qui a touché toutes les régions du monde n'est pas une crise purement financière. Elle résulte du mode de développement choisi ces vingt-cinq dernières années, fondé sur une logique de dévalorisation du travail.

Ses conséquences dévastatrices ne sont pas terminées. La hausse du chômage, la stagnation de salaires, la remise en cause des retraites et des acquis sociaux le confirment.

Rarement l'opposition entre capital et travail aura pris une forme aussi explicite !

Les budgets de ces dernières années ont été marqués par de nombreuses suppressions d'emploi, « justifiées » par la réduction de la dette publique que le gouvernement, dès l'élection de Sarkozy, s'est empressé de faire exploser en développant une fiscalité sur mesure pour les plus aisés et une politique de subventions et d'exonérations fiscales et sociales pour les entreprises.

Les négociations salariales sont quasi inexistantes. La précarisation s'est renforcée par le recours à des contrats présentant de moins en

moins de droits et de garanties.

SALAIRES INDÉCENTS



L'Éducation Nationale n'échappe pas à ce constat :

Depuis la rentrée 2008, 41 000 postes ont été supprimés, 16 000 suppressions sont prévues à la prochaine rentrée.

Les écoles vont accueillir 3 900 écoliers supplémentaires et subiront 3 367 suppressions.

Dans le second degré, 50 000 élèves supplémentaires sont attendus... face à la disparition de 4 800 professeurs !

Le pouvoir entend aussi poursuivre les réformes systémiques déjà engagées : réforme de l'enseignement professionnel, réforme de la classe de seconde, réforme de la filière STI, réforme de la « formation » des enseignants,...

Beaucoup d'autres secteurs, premier degré, collège, Greta, orientation, sont touchés par des réformes visant à économiser toujours plus de moyens et, surtout, **à ouvrir en grand les portes de l'école publique à l'offre éducative du privé.**

Pour toutes ces raisons, nous devons poursuivre et amplifier les mobilisations afin d'obtenir un changement de politique et d'imposer notre vision de l'école.

Mais une des constantes de cette dernière période a été, sur beaucoup de sujets, la division syndicale orchestrée par le ministère.

La réforme de la voie professionnelle a été accompagnée par le SNETAA-EIL, le SGEN-CFDT et, dans une moindre mesure, par l'UNSA Éducation. La réforme des lycées proposée a conduit la CGT Éduc'action à quitter la table des négociations quand d'autres organisations, CFDT et UNSA, refusaient de s'inscrire dans un cadre unitaire de lutte.

Il ne faut pas oublier non plus l'abstention du SNES-FSU lors de la présentation de la réforme de la formation des maîtres au CTPM du mois de juin 2009.

Durant cette période, la CGT a toujours tenté de créer les conditions de l'unité la plus large possible.

Nous ne considérons pas comme acquises les réformes rétrogrades adoptées par les ministres successifs.

Pour peser encore plus efficacement, notre syndicat, fort de la **nette progression de ses syndiqués** (de 11 000 en 2008 à plus de 13 000 aujourd'hui), doit continuer à se renforcer et doit améliorer les résultats acquis lors des élections professionnelles de 2008.

Je compte donc sur chacun (e) d'entre vous pour aider à la construction des listes que nous présenteront en octobre 2011, pour promouvoir le plus largement possible les positions qui sont les nôtres, pour proposer systématiquement la syndicalisation.

Dominique HEMMER, secrétaire régional.

Non titulaires

Le Rectorat de Paris a inauguré jeudi 26 mai 2011 le recrutement avec Pôle Emploi de personnels non-titulaires enseignants. Il a organisé en effet une "journée de recrutement" sur 25 disciplines.

Il s'agit là de la mise en pratique du recrutement via Pôle Emploi annoncé par Chatel : **plutôt que de répondre aux promesses et de titulariser tous les précaires, le gouvernement aggrave encore les conditions d'emploi et de recrutement des personnels non-titulaires.**

Le Rectorat de Paris va encore plus loin puisqu'il annonce le recrutement sur des contrats allant de 1 à 6 mois, en contradiction totale avec le protocole Fonction Publique qui annonce la fin de tels abus !

La CGT Educ'action dénonce ces pratiques inacceptables, conséquences directes d'une insuffisance chronique en recrutement des personnels statutaires et des suppressions d'emploi.

La CGT Educ'action revendique la titularisation sans condition de concours ni de nationalité des non-titulaires.

Elle exige, dans l'immédiat, l'application réelle et concrète des mesures de titularisation prévues dans le protocole de résorption de la précarité, signé par la CGT.



Hostilité syndicale au projet de loi :

Les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa ont claqué la porte du Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'État (CSFPE) le 15 juin pour marquer leur opposition au projet de loi destiné à réduire la précarité vécue par certains contractuels. Selon un communiqué commun, « le point de désaccord majeur -commun- porte sur les conditions d'accès au dispositif de titularisation des agents en CDD, actuellement recrutés sur des besoins abusivement qualifiés de temporaires, occasionnels ou saisonniers ».

Arts Plastiques :

Nouvelles attaques sur la formation

Nous venons d'apprendre qu'il n'y aura plus de formation pour l'agrégation d'Arts plastiques dans notre académie.

Encore un coup porté à une matière qui, depuis des années, doit se battre pour gagner un statut de matière à part entière, alors qu'au Sénat, à l'Assemblée et au gouvernement, certains rêvent d'en faire une activité d'animation culturelle à la merci des lobbies de toutes sortes !

On s'aperçoit donc l'édifice en s'attaquant à deux piliers fondamentaux : la formation et le symbole que représente l'agrégation dans notre système éducatif.

Le jour où nous serons des animateurs culturels, il n'y aura plus qu'à nous « refiler » aux collectivités territoriales !

Depuis la révolution, l'art a su prendre, au sein du système éducatif, une place aussi noble que d'autres enseignements. Les attaques d'aujourd'hui sont révélatrices de la conception utilitarisme et libérale qui prévaut dans l'Éducation Nationale.

La CGT Educ'action réaffirme la place d'un enseignement qui participe de la construction de l'autonomie et de l'émancipation du citoyen, loin de l'industrie du loisir voulue par nos gouvernants.

On nous répond qu'il sera peut être possible de se former dans l'académie de Lille ou en région parisienne. Mais, même si une telle formation est mise en place, cela représentera irrémédiablement un frein pour de nombreux collègues (avance de frais, déplacements fatigants et coûteux en temps).

Nous demandons le maintien du droit à une formation de proximité, dans notre académie, pour tous les enseignants, sans contrainte de déplacement et sans frais.

La CGT Educ'action défendra avec les personnels le droits aux enseignements artistiques, pour tous les élèves et à tous les niveaux du système éducatif !

Benoît DROUART, secrétaire départemental Oise.

Internat

d'excellence

À la rentrée prochaine, de nouveaux internats d'excellence devraient ouvrir dans notre académie. Le premier, inauguré en grandes pompes l'année dernière à Noyon, n'accueille pas encore le nombre d'élèves prévus dans le projet initial, mais cela devrait être le cas dans les deux ans à venir.

La presse nationale et locale n'est pas avare de commentaires « officiels » sur cette expérience que notre Ministre et même le Président de la République semblent présenter comme la solution miracle aux difficultés de certains élèves.

La situation est pourtant plus complexe qu'il n'y paraît. C'est pourquoi il nous a semblé important d'établir un premier bilan en élargissant notre réflexion aux expériences vécues dans les académies considérées comme pilotes.

Au démarrage, l'urgence qui a prévalu, effet d'annonce oblige, a provoqué des ratés aux conséquences non négligeables :

- ✓ **Le recrutement des internes**, dans un temps très court, a permis à quelques chefs d'établissement « d'oublier » fort opportunément les critères de sélection, notamment le profil méritant des candidats. Ils se sont donc débarrassés d'éléments perturbateurs, confondant ainsi internat d'excellence et maison de correction ;
- ✓ C'est en **heures supplémentaires** que sont rémunérées les activités d'enseignement et le soutien scolaire ;
- ✓ L'**absence de véritables éducateurs** est récurrente et nombreux sont les « faisant fonction » nommés, sans formation sur les postes de CPE ;
- ✓ Quand il y a un CDI, ce sont les **documentalistes** des établissements d'accueil qui ont vu leur charge de travail **augmentée** ;
- ✓ Les très attendus « **préfets des études** » ne sont, bien souvent, pas encore en poste et la direction des internats est encore sous la responsabilité des personnels de direction, ce qui ne facilite pas la proximité

de la hiérarchie avec les personnels et les internes ;

- ✓ **L'encadrement des élèves** est confié à des Assistants d'Éducation qui ont été recrutés sans même le minimum de formation que ce genre de mission rendait prioritaire.

Toutes ces « petites anomalies », ces « difficultés de démarrage », comme l'institution a pu les qualifier, n'ont pas tardé à créer des dissensions au sein des établissements d'accueil, provoquant parfois des réactions de rejet de la part des personnels et des autres élèves.

L'internat d'excellence qui devait être une « seconde famille » pour des élèves méritants venant de milieux sociaux défavorisés, les stigmatise encore un peu plus.

On pourrait ironiser en notant que les précaires qui les encadrent peuvent effectivement leur rappeler la précarité de leurs parents, mais il n'y a pas de quoi rire ! Quand va-t-on enfin considérer que les métiers de l'éducation demandent un traitement sérieux et une formation très rigoureuse !

Au lieu de redéployer les moyens des établissements déjà en difficulté, ne pourrait-on pas implanter ces internats dans des établissements situés en zones favorisées, afin d'éviter les réactions de rejet du type « *Ce n'est pas juste, l'internat, ils font plein de trucs et pas nous* ».

L'ambition de Sarkozy est de dégager une élite de la masse, en favorisant les élèves méritants. De nombreux spécialistes soutiennent que cette élite apparaît d'elle-même quand tout le système scolaire est soutenu par une politique éducative ambitieuse. Même aux USA ils se sont rendus compte qu'ils prenaient le problème à l'envers en instaurant une discrimination positive. De plus, **cette politique abandonne la notion d'égalité des moyens pour tous, favorise l'idée du mérite pour les plus « dociles » et donne bonne conscience à nos dirigeants.**

Nos responsables locaux doivent bien réfléchir avant d'adhérer aux effets d'annonce sarkozyste. De bien belles paroles, à grand renfort de bons sentiments, qui cachent bien souvent une bien triste réalité : l'abandon de l'ambition égalitaire de la République !

Attention, mesdames et messieurs les décideurs, les réveils sont parfois douloureux, et pas seulement au lendemain des élections !

La petite recette du jour

Prenez un enseignant en bonne santé.

Préférez ceux qui sont isolés voire fragiles cela marchera encore mieux.

Puis affûtez vos aiguilles.

Trempez-les dans l'inspection et le nouveau programme.

À la rentrée :

- ✓ **Prévoyez un emploi du temps contraignant ;**

Dites que c'est la faute du logiciel.

- ✓ **Faites le beaucoup bouger ;**

Salles multiples, bâtiments éloignés.

- ✓ **Pressez le pour être prof principal ;**

Surcharge de travail non négligeable.

- ✓ **Multipliez les réunions de concertation ;**

De préférence le soir.

- ✓ **Demandez lui de s'investir ;**

Projets, conseil pédagogique, CA, heures sup.

- ✓ **Culpabilisez le régulièrement ;**

Entre deux portes / en public : à alterner.

- ✓ **Surveillez les retards à l'entrée en cours ;**

- ✓ **Suggeriez que les absences sont nombreuses et parfois de complaisance ;**

- ✓ **Programmez une inspection un vendredi après-midi le 17 décembre**

De préférence sur les nouveaux programmes.

Arrivé là, le sujet est mûr.

Un rapport d'inspection passable, une note administrative basse et une appréciation médiocre sur IProf pour la hors classe, et le tour est joué.

À la moindre incartade, il tombe (prévoir un contractuel) ou il vous mange dans la main.

Variante : Vous pouvez, bien entendu, remplacer « l'enseignant en bonne santé » par un emploi précaire : contractuel ou vacataire, la recette n'en sera que plus savoureuse.

Être DRH, c'est simple non ? Comme un coup de fil, disait l'autre.

Locaux de la CGT à la Bourse du Travail de Saint Quentin

Une attaque inacceptable contre le monde du travail et la démocratie !

Par décision du TGI de Laon, l'UD CGT02 et l'UL de Saint Quentin sont condamnées à quitter la Bourse du Travail à compter du 2 mai 2011, avec une astreinte de 250€ par jour d'occupation, à compter de cette date.

En persistant à nuire à la CGT, à s'en prendre à ses moyens de fonctionnement, Monsieur Bertrand, le ministre-maire de St Quentin, s'attaque directement aux intérêts des salariés, des retraités et des chômeurs.

Le Ministre du Travail, maire de St Quentin, veut museler la principale force d'opposition que constitue la CGT face à la politique gouvernementale. Il n'a sûrement pas digéré la mobilisation massive contre la casse de la retraite à 60 ans, et la confiance qu'ont les salariés en la première organisation syndicale pour défendre bec et ongles, leurs intérêts et leurs revendications.

En voulant expulser la CGT de ses locaux historiques de la Bourse du Travail, le ministre-maire veut donc rendre la CGT invisible aux yeux du public et l'obliger à demander l'autorisation de se réunir, sous réserve d'une salle municipale disponible, pour son activité quotidienne.

La CGT ayant fait appel de la décision du TGI de Laon, jugement sera rendu le 30 juin, affaire à suivre...

Vous pouvez soutenir la CGT en participant à la souscription lancée pour financer l'astreinte. Les chèques sont à envoyer à l'adresse suivante :

**UD CGT de l'Aisne - Bourse du Travail
Place G. Baboeuf.
02100 SAINT QUENTIN.
Mail : ud2@cgt.fr**

José GASPARD, secrétaire départemental Aisne.

Menaces orageuses sur le mouvement :

« ECLAIR » court-circuite les mutations.

Dans l'académie d'Amiens, en 2011, 11 établissements éclair sont venus s'ajouter aux 12 déjà désignés de manière autoritaire par le ministère de l'Education Nationale en 2010, suite aux états généraux sur la violence scolaire.

Dans ces collèges et lycées, les postes sont profilés, les candidats doivent signer une lettre de mission de cinq ans avec objectifs à atteindre après trois ans et sont recrutés par les chefs d'établissement.

Le dispositif s'étend et, en période de suppressions massives de postes, il restreint les possibilités de muter, sauf à s'engager dans un dispositif qui remet en cause le statut des fonctionnaires, et prévoit, si les objectifs sur lesquels s'engagent les collègues ne sont pas atteints, de les inviter à quitter l'établissement.

Certains postes n'apparaissent déjà plus au mouvement, comme au L.P.Romain Rolland à Amiens où un poste de maths-sciences a été immédiatement profilé et pourvu sans que la disponibilité du poste n'apparaisse au mouvement.

La CGT dénonce ce dispositif qui met à la discrétion du chef d'établissement le recrutement des personnels de l'Education Nationale.

Laurence ACOULON, SDEN 80



Les Non titulaires ont aussi leur Commission paritaire !

Dans cette instance, il ne s'agit de traiter ni d'avancement, ni de mouvement.

Non, nous parlons d'une instance liquidative, dont le travail principal est de prononcer des licenciements : 5 CPC pour cette année scolaire d'année, soit 8 licenciements prononcés pour insuffisance professionnelle !

Mais que font nos élus, me direz-vous ?

Nous aurions pu nous opposer à ceux-ci, du moins dans un premier temps car, en cas d'égalité (les 4 voix des élus du personnel contre les 4 voix de l'administration), le Recteur décide en dernier recours de l'avenir de l'enseignant concerné.

Mais c'était sans compter sur l'absence systématique du représentant du SNETAA-EIL !

Inutile donc de demander audience au Recteur pour défendre un personnel en danger, le cas est entendu, la chose jugée et le serviteur du service public renvoyé dans ses foyers !

Venons-en à la CPC du 29 juin dernier : 12 licenciements proposés (groupe IV) et 19 personnels placés sous surveillance maximale (groupe III).

Et là surprise ! Le représentant du SNETAA-EIL est présent ! **Aurait-il été réveillé par la prochaine échéance électorale ?**

Nous avons enfin pu nous opposer avec succès à trois licenciements sur 10 (deux collègues concernés ayant démissionné avant la commission).

À noter que ces mesures de licenciement concernent des enseignants ayant d'un an à une dizaine d'années d'expérience professionnelle et, que, bien souvent, ils n'avaient jusqu'alors pas rencontré de souci particulier.

Nous terminons en vous donnant quelques chiffres :

L'académie d'Amiens compte à ce jour 880 agents non-titulaires, dont 134 en CDI, 670 contractuels et 76 vacataires. 678 d'entre eux sont placés sur poste à l'année, 202 sont sur des remplacements ponctuels.

Une partie non négligeable des non-titulaires n'a donc pas un poste à temps complet, ce qui ajoute encore à leur précarité !

M.F. TILLIER & Fabrice EFFROY, élus CGT



BULLETIN DE SYNDICALISATION

Nom : Prénom :

Adresse :

Établissement :

☐ Je souhaite avoir une information.

☐ Je souhaite me syndiquer.

Pic'Hardi N°24

À retourner à la CGT Éduc'action Picardie 27 rue du Petit Bout 60690 HAUTE ÉPINE